



Fiche pays

**Bénin**

**(Programme SAHA)**





# L'équipe HI et les zones d'intervention

L'équipe HI au Bénin est composée de 13 salarié(e)s.

## Benin





# Données générales sur le pays

## a. Données générales

Pays	BENIN	Pays voisin TOGO	France
Population	11 801 151	8 082 366	67 059 887
HDI	0,520	0,513	0,891
IHDI	0,327	0,35	0,809
Maternal mortality	350	401	10
Gender-related Development Index	0,88	0,82	0,98
Population within UNHCR mandate	1 174	13 800	368 352
INFORM index	4,1	4,6	2,2
Fragile State Index	72, 5	85,8	30,5
GINI Index <sup>1</sup>	47,8	43,1	31,6
Net official development assistance received	570,27	296,42	0

## b. Instruments de Droit humanitaire ratifiés par le pays

Instruments de Droit humanitaire	Statut
Traité d'interdiction des mines	ratifiée en 1998
Convention relative aux droits des personnes handicapées	ratifiée en 2012

## d. Analyse géopolitique

### 1. Contexte social, culturel et démographique

<sup>1</sup> <https://data.worldbank.org/indicator/SI.POV.GINI>



La république du Bénin est un pays de l'Afrique de l'Ouest situé dans le golfe de Guinée, dont la capitale politique est Porto-Novo et la capitale économique, Cotonou. Le pays couvre une superficie de près de 114 000 km<sup>2</sup> avec 2 123 km de frontière. Il est entouré par le Togo à l'Ouest, le Nigéria à l'Est, et le Burkina-Faso et le Niger au nord.

## 2. Contexte politique

Le Bénin profite d'une démocratie stable depuis 1990. En avril 2019, les élections législatives ont été organisées et ont été l'occasion de contestations de la part de l'opposition, compte tenu du fait qu'aucun parti d'opposition n'avait été autorisé pour y participer en application du nouveau code électoral.

## 3. Situation économique

L'économie béninoise dépend fortement du commerce informel de réexportation et de transit vers le Nigéria (qui représente environ 20 % du PIB) ainsi que de l'agriculture. L'économie informelle représenterait 65 % de l'activité totale et concernerait plus de 90 % de la population active.

Avant la propagation du coronavirus qui va avoir un impact négatif sur l'activité économique, et les recettes de l'État, le Bénin a enregistré de solides performances économiques entre 2016 et 2019 avec une croissance moyenne du PIB réel de 5,5 %.

# Résumé de la présence HI dans le pays

Le programme Bénin a émergé du programme Togo en 1999 suite à une demande de formation des techniciens orthoprothésistes du Centre National Hospitalier et Universitaire (CNHU) de Cotonou. En 2003, à cause de difficultés à obtenir des financements, le programme Bénin a été fermé.

Entre 2003 et 2010, HI a dynamisé les échanges entre les programmes nationaux de lutte contre l'ulcère de Buruli du Togo, du Bénin et du Ghana. Durant cette période, le Bénin a bénéficié seulement de quelques missions courtes.

En 2010, le bureau HI a été rouvert à Cotonou suite à une demande du Ministère de la famille et de la solidarité nationale. HI avait mis en place plusieurs projets dès sa réouverture : un projet de lutte contre la Filariose lymphatique, un projet de promotion des droits des personnes en situation de handicap, un projet de sécurité routière ainsi qu'un projet de DLI. Le projet DECISIPH de promotion des droits des personnes handicapées a permis de redonner



vie au mouvement associatif béninois et de créer un interlocuteur sérieux et fiable pour le gouvernement.

Durant la période 2013 en 2017, HI a exécuté trois projets dans les secteurs de l'éducation inclusive, le développement local et inclusif, et la gestion de la sécurité physique des armes et munitions. Le projet de développement local et inclusif a eu un vrai impact au niveau de Cotonou avec l'élaboration d'un recueil des normes minimales d'accessibilité à l'usage des communes et la relance du processus d'élaboration du code de construction inclusif. HI est depuis devenu une vraie référence dans le domaine de l'accessibilité.

A partir de 2018 les projets relatifs à l'insertion socio-économique, la sécurité routière et l'éducation inclusive ont été lancés. Ils seront suivis respectivement en 2019 et 2020 par un projet d'action humanitaire contre les mines (AHM) et un projet d'inclusion qui cherche à améliorer la situation politique et socio-économie des personnes handicapées



# Présentation des projets en cours

Secteurs où HI développe des projets avec focus sur les bénéficiaires et les partenaires

Secteur d'intervention principaux	Objectifs du projet dans le secteur	Activités principales	Bénéficiaires	Bénéficiaires à la fin du projet	Partenaires	Localisation	Date de début et fin du projet et ses bailleurs
<b>Prévention &amp; Santé</b>	<b>Projet Sécurité Routière</b> Améliorer la situation des usagers de la route à travers une gestion efficace de la sécurité routière au Bénin.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Rédaction et adoption d'un nouveau code de la route</li><li>• Renforcement et mobilisation des acteurs de la sécurité routière autour de la mise en œuvre d'un plan d'action national de sécurité routière.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 26 000 jeunes usagers vulnérables</li><li>• 25 représentants des OSC et des OPH actives dans le domaine de la sécurité routière</li><li>• 20 cadres et agents du CNSR</li><li>• 10 formateurs et 1000 recrues de la police</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les usagers de la route y compris les jeunes usagers de la route vulnérables (15-29 ans)</li><li>• Les ministères et directions techniques en charges du transport et de la santé</li><li>• Les professionnels du secteur de la sécurité routière</li><li>• Les entreprises publiques et privées</li><li>• Les OPH et OSC notamment celles actives</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ministère des Travaux Publics et des Transports (MTPT)</li><li>• Centre National de Sécurité Routière (CNSR)</li><li>• Réseau National des Associations pour la Sécurité Routière (RENASER)</li><li>• Réseaux des journalistes et des animateurs pour la</li></ul>	Département du Littoral et de l'Atlantique	Janvier 2018- Décembre 2021/ DGD



				<p>dans le domaine de la sécurité routière</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• La gendarmerie et la police nationale</li> </ul>	<p>sécurité Routière (REJASER), le réseau des partenaires pour la sécurité routière (REPASER)</p>		
<b>Insertion</b>	<p><b>Projet Insertion Professionnelle</b> Améliorer l'insertion économique et professionnelle des personnes handicapées au Bénin</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diagnostic local sur l'accès à l'emploi pour les personnes handicapées</li> <li>• Renforcement des capacités de l'ANPE et des centres de formation</li> <li>• Sensibilisation des entreprises sur le sujet du handicap</li> <li>• Mise en place d'un fond d'appui</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 620 jeunes en situation de handicap</li> <li>• 3 centres de formation et promotion sociale</li> <li>• 40 cadres d'entreprise</li> <li>• 10 entreprises</li> <li>• 5 prestataires de services dans le domaine de l'insertion professionnelle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les jeunes personnes en situation de handicap demandeuses d'emploi (15-34 ans).</li> <li>• Les professionnels des services d'insertion professionnelle y compris les centres de formation, IMF et banques</li> <li>• Les entreprises publiques, privées et spécialisées</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE)</li> <li>• Fédération des Associations de Personnes Handicapées au Bénin (FAPHB)</li> <li>• Les centres de formation et de promotion sociale</li> </ul>	Département du Littoral et de l'Atlantique	Janvier 2018- Décembre 2021/ DGD



		aux entreprises		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les institutions publiques dont l'ANPE</li> <li>• Les partenaires sociaux</li> <li>• Les OPH et OSC notamment celles actives dans le domaine de la RSE</li> <li>• Les autorités publiques locales et nationales</li> </ul>			
<b>Inclusion</b>	<p><b>Projet : Santé, Education et moyens de subsistance en Afrique, une approche d'inclusion durable</b></p> <p>Améliorer la politique et la socio-économie des personnes handicapées en Afrique par leur participation effective à l'élaboration et</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Evaluation des capacités des OPH</li> <li>• Diagnostic local participatif : participation citoyenne des PSH et des barrières accès aux services sociaux de base</li> <li>• Renforcement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 180 membres des 12 réseaux des OPH seront formés</li> <li>• 10 jeunes seront accompagnés à la prise de parole individuelle</li> <li>• 2 centres de promotion sociale seront appuyés et accompagnés pour le référencement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les jeunes personnes en situation de handicap</li> <li>• Les OPH et OSC</li> <li>• Les autorités publiques locales et nationales</li> <li>• Les prestataires de services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Fédération des Associations de Personnes Handicapées au Bénin (FAPHB)</li> <li>• Mairies de Cotonou et de Parakou</li> </ul>	Communes de Cotonou et Parakou	Janvier 2020-Décembre 2022/NORAD





	<p>à la mise en œuvre de politiques et de programmes aux niveaux local, national et régional qui remplissent leurs droits</p>	<p>organisation nel</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Formation BRIDGE (CDPH, diversité Handicap, Politiques publiques, ODD)</li><li>• Plaidoyer des OPH et OSC</li><li>• Travaux d'accessibilité</li></ul>	<p>et l'orientation des jeunes en situation de handicap</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• 25 prestataires de services et chefs de service communaux</li><li>• 10 prestataires accompagnés sur la qualité des services pour les PH</li><li>• Les membres de la FAPHB seront sur BRIGDE</li><li>• 20 élus locaux formés</li><li>•</li></ul>				
--	---	---	---	--	--	--	--



<b>Education Inclusive</b>	<b>Projet Education Inclusive</b> Améliorer de manière tangible les conditions de vie des personnes handicapées et des populations vulnérables à travers une approche inclusive et participative.	<ul style="list-style-type: none"><li>• Plaidoyer pour la prise en compte des enfants handicapés dans les politiques et stratégies éducatives du pays.</li><li>• Organiser des consultations des enfants handicapés vers des prestataires de soins</li><li>• Former et soutenir les enseignants dans le domaine de l'éducation inclusive.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• 500 enfants handicapés</li><li>• 238 enseignants</li><li>• 4 écoles spécialisées</li><li>• 10 agents des services techniques déconcentrés</li><li>• 2 ONG</li><li>• 5 centres RBC</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Les enfants handicapés et leurs familles,</li><li>• Les OPH</li><li>• Les acteurs du système éducatif</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>• Ministère des affaires sociales et de la microfinance</li><li>• ONG La Colombe – Hibiscus</li><li>• ONG Equilibre Bénin</li><li>• Ministère des enseignements maternel et primaire</li></ul>	Département du Littoral et de l'Atlantique	Janvier 2018- Décembre 2021/AFD
----------------------------	--	---	---	---	--	--	------------------------------------



<p><b>Prévention &amp; réduction des violences armées</b></p>	<p><b>Projet CAPAF SEC :</b> « Renforcement des capacités africaines d'action humanitaire contre les mines (AHM), de gestion des risques posés par les armes et les munitions (GRAM) et de promotion d'environnements sécurisés » Améliorer la sécurité physique des populations africaines à travers le renforcement des capacités en matière d'AHM et gestion et destruction des armes et munitions</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Renforcement de l'offre et de la qualité de la formation du CPADD.</li> <li>• Renforcement des capacités techniques des autorités nationales et organisations de la société civile en matière de gestion de la qualité des actions déminage et de gestion des stocks d'armes et de munitions</li> <li>• Appui à la recherche sur la violence armée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• <b>Le Centre de Préparation aux Actions post-confliktuelles de Déminage et Dépollution (CPADD)</b></li> <li>• Les acteurs étatiques (<b>Centres nationaux de lutte antimines (CNLAM)</b> et les <b>Commissions Nationales de lutte contre la prolifération les armes légères (Com.Nat)</b>)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les <b>communautés</b> directement affectées par la menace des mines, REG et EEI dans les zones ciblées</li> <li>• <b>Les membres des équipes et partenaires dans les pays d'intervention HI</b></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le CPADD (Centre de perfectionnement aux actions de déminage et de dépollution)</li> <li>• Les commissions nationales de lutttes contre les armes légères et de petit calibre (Sénégal, Guinée-Bissau, Bénin, Niger et Tchad)</li> <li>• Les commissions Nationales de lutte contre les mines (Sénégal et RDC)</li> </ul>	<p>Bénin ; Guinée-Bissau ; Niger; RDC; Sénégal ; Tchad</p>	<p>Juillet 2020- Décembre 2021/CDCS</p>
---	---	--	---	--	--	--	---



## Bailleurs

<p>DGD (Direction générale de la coopération au développement)</p>  <p><b>Belgique</b> partenaire du développement</p>	<p>CDCS (Centre de Crise et de soutien)</p>  <p><i>Liberté • Égalité • Fraternité</i> <b>RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</b></p>	<p>Agence française de développement</p>  <p><b>AFD</b></p>
 <p><b>Norad</b></p>		